

**Les enjeux du nouveau positionnement territorial
géostratégique en Europe à travers les communautés
francophones et à l'aide des SIC comme levier
collaboratif et participatif**

Théodore Bucur

► **To cite this version:**

Théodore Bucur. Les enjeux du nouveau positionnement territorial géostratégique en Europe à travers les communautés francophones et à l'aide des SIC comme levier collaboratif et participatif. May 2005, 2005. <sic_00001453>

HAL Id: sic_00001453

https://archivesic.ccsd.cnrs.fr/sic_00001453

Submitted on 15 May 2005

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

CIFSIC Bucarest 28 juin -02 juillet 2003

Les enjeux du nouveau positionnement territorial géostratégique en Europe à travers les communautés francophones et à l'aide des SIC comme levier collaboratif et participatif

allocution de M le Professeur **Théodore BUCUR**, expert international
lors de la Table ronde I « Enjeux scientifiques et géopolitiques de la recherche francophone »
samedi 28 juin 2003 de 11h00 à 12h30

Excellence, Messieurs les Ministres, Monsieur le Recteur, Mesdames, Messieurs,

Je suis très honoré de pouvoir transmettre un salut amical et fraternel à plus de 400 participants des 52 pays, présents aux travaux du CIFSIC à Bucarest. Mon discours vise à présenter **les enjeux du nouveau positionnement territorial géostratégique en Europe à travers les communautés francophones et à l'aide des SIC comme levier collaboratif et participatif**

Contexte européen et l'opportunité d'une coopération

L'actuelle mondialisation, beaucoup plus qu'une globalisation de l'économie de marché, **suscite des interrogations sur notre futur**. Les Européens, vivent actuellement une transformation rapide de leurs modes de vie, de leurs valeurs, de leurs traditions, ce qui les amènent à s'interroger sur leur avenir.

La mondialisation contemporaine est un moment nouveau dans l'histoire humaine où de grandes forces systémiques sont entrées en synergie pour modifier en profondeur les règles du jeu social, économique, culturel et politique. Alors que le monde paraissait unifié par l'économie, depuis la chute du mur de Berlin, surgit un retour imprévu du politique (et même du religieux) dans les déséquilibres du monde mais aussi dans les projets des individus. Il s'agit maintenant de **redéfinir un projet politique pour le monde**, ou au moins pour la régulation mondiale, dont on perçoit bien **qu'il ne peut plus être conçu uniquement à partir de considérations territoriales**. Cet étonnant espace qu'est l'Europe méritait un regard prospectif. Étonnant objet en effet que cette Europe – assemblage encore non identifié de peuples – qui à la fois suscite l'intérêt par son expérience d'un mode de vie non conflictuel, et reste sévèrement jugé comme une contrainte technocratique. **L'Europe** est précisément étonnante par la faible connaissance qu'on a de sa réalité et de son évolution. L'UE est progressivement passée d'un statut d'objet politique non identifié à un ensemble lié par une **communauté de valeurs** selon 3 vocations :

- son évolution vers une union fédérale d'Etats -nation à base d'une future Constitution,
- son rôle d'acteur de médiateur d'une politique étrangère mondiale, équilibrée et post -nationale, et
- sa dimension d'enveloppe sociale nourricière commune des Etats -providence nationaux.

Au niveau global de l'uniformisation de la planète existe un vrai débat entre le **marché et la démocratie**, bien que l'un comme l'autre s'accordent sur l'apologie de la liberté individuelle... mais peut-être au prix de la précarité. Au triptyque **marché-démocratie-liberté** manque ce que Pascal appelait la « distraction », pour échapper à la peur de la mort et à la violence. Si la liberté est une valeur, il est aussi possible d'en choisir d'autres, l'égalité, la fraternité et, pourquoi pas, la fraternité. Mais pour qu'un choix puisse s'exercer, 4 changements sont nécessaires :

- constituer des espaces démocratiques puis sants (et l'Europe est, à cet égard, regardée de près par le reste du monde),
- accepter la multi-appartenance,
- faire confiance à ceux qui se prennent en charge, et
- reconnaître le droit de changer d'avis, de penser que rien n'est impossible, que rien de ce que l'on peut imaginer n'est véritablement à la hauteur de ce que l'Homme est capable de faire ; c'est simplement en acceptant de considérer qu'il n'y a pas de limite à la possibilité pour l'Homme de se dépasser en étant davantage lui-même

Une étude prospective pourra mettre en évidence plusieurs images du futur, cohérentes et contrastées, montrant comment les décideurs et les actions d'aujourd'hui peuvent influencer l'avenir et ainsi encourager la réflexion sur les changements qui se déroulent dans le monde et sur les différentes options s'ouvrant devant nous. Illustrer l'avenir au moyen de scénarios réalisables est une manière de surmonter

la résistance naturelle de l'être humain aux changements, d'ouvrir dans son esprit de nouveaux horizons qui permettent de comprendre et d'accepter son avenir.

A travers une **étude prospective** en R&D, innovation et transfert de technologies (effectuée, d'après la méthode des scénarii selon le triptyque : comprendre-imaginer-proposer pour le Conseil Régional du Nord-Pas de Calais) j'avais analysé **l'impact sur l'Europe des politiques scientifiques et technologiques menées dans le monde**. En essayant d'anticiper le visage d'une Europe à l'horizon 2015-2020, j'avais analysé les tendances d'une société de l'information et du savoir voire du know-how, pour appréhender les variables d'avenir, percevoir les mutations environnementales et les incertitudes stratégiques en passant par les mutations démographiques, sociales et technologiques. A partir d'une simple matrice SWOT j'avais élaboré un **modèle de compréhension commune pour édifier une coopération**. Mais comme la question du futur ne sollicite qu'une prédiction mais un **projet commun**, il s'est avéré pertinent de s'interroger d'abord **qui sommes-nous ?**

L'avenir de l'Europe est lié aux transformations profondes que connaît le monde qui l'entoure ; ce sera une nouvelle génération, de nouveaux modes de vie, d'autres modes de communication, d'autres organisations spatio-temporelles ... Son futur dépend de la capacité de ses habitants à mobiliser leur énergie et leur intelligence pour exploiter l'opportunité de travailler, en synergie, avec des « proximités » dont la différence « culturelle » pourra donner de l'attractivité aux échanges, par un entraînement à la pratique de la relation internationale. Les interrogations portées sur la diversité/incertitude/complexité conduisent à l'ouverture : actions possibles à engager, ambitions à concrétiser, décisions à prendre et à mettre en œuvre, aspirations/utopies/rêves à partager. A partir de 2010, les systèmes économiques et politiques de l'Europe seront profondément transformés au nom de nouvelles valeurs sociales et écologiques : vie de meilleure qualité, économie respectueuse du développement des personnes et de l'environnement. Après un ensemble de réformes profondes (comptabilité verte, nouveaux impôts sur la pollution et les mouvements financiers internationaux, reconnaissance et financement de nouveaux types d'activité hors de la logique marchande...), l'Europe pourrait ouvrir la voie à une «renaissance immatérielle» et poser les valeurs d'un **nouvel ordre mondial**, plus **coopératif** et au service de l'humain

Le **développement des technologies et l'accès de nouveaux pays aux marchés mondiaux** sont des facteurs de renforcement de l'intégration économique mondiale qui pourrait toutefois, dans des secteurs comme l'agroalimentaire ou les médias, être entravée par des préoccupations spécifiques en matière de santé, d'environnement ou d'identité culturelle. Dans l'avenir, les effets de l'aggravation des inégalités dans l'environnement interne et externe des pays, pourraient devenir plus accentués. L'augmentation de la productivité, conforme aujourd'hui aux tendances historiques longues, dépendra d'abord de la capacité à utiliser de façon efficace les SIC et à maîtriser leurs interactions avec les institutions sociales et les attitudes culturelles.

L'Europe est menacée actuellement par :

- ses **problèmes locaux de pollution** tels que l'accumulation de polluants organiques et métaux toxiques dans la nappe phréatique et sols, avec dangers potentiels pour la chaîne alimentaire et la santé humaine
- des **phénomènes plus globaux** tels que l'appauvrissement de la diversité génétique du fait de l'extinction de certaines espèces végétales et animales et l'effet de serre avec ses conséquences possibles sur l'élévation du niveau des mers, sur la raréfaction de l'eau, sur l'épuisement des ressources agricoles, sur les risques pour la santé ou encore sur l'instabilité climatique.

La fin de la « guerre froide » a changé la nature des conflits armés en Europe : ils deviennent des conflits intra-étatiques et la perspective d'une **adhésion à l'UE impose aux** Pays d'Europe Centrale et Orientale **(PECO) une politique volontariste de démocratisation et de bon voisinage**.

La stabilité européenne est cependant menacée par de nouveaux risques tels que la (cyber)criminalité, le trafic d'êtres humains et d'organes, le rapport de force dollar-euro, l'envolée du prix du pétrole, la criminalité technologique, le (cyber)terrorisme politique ou religieux... dont le développement est marqué par leur caractère de plus en plus international, leur interconnexion et le recours aux STIC basées sur des moyens puissants tels que les TIC. L'élévation généralisée du niveau de vie et le développement de systèmes de protection sociale, le nombre croissant de femmes dans le monde du travail, la modification de la composition des ménages, l'augmentation du nombre d'années consacrées aux études,

s'accompagnent d'un déclin notable des valeurs traditionnelles et de l'émergence d'un individualisme se concrétisant dans l'importance accordée à la liberté de choix de l'individu et à l'égalité des droits entre les êtres humains.

Ces changements dans les valeurs se concrétisent par l' **apparition de formes de vie en commun différentes de la famille** (qui reste toutefois le point d'ancrage le plus important), par l'identification du travail à un moyen d'accomplissement personnel, par la recherche de formes plus actives et plus participatives d'expression politique (le concept de société civile gagne du terrain) et par la recherche par les Européens d'autres manières d'exprimer leur spiritualité. L'acceptation des changements devrait se trouver facilitée par le fait que chaque génération est plus progressiste que la génération précédente et par le fait que les individus paraissent aujourd'hui de plus en plus à l'aise dans des **appartenances multiples** qu'elles soient géographiques, sociales, civiques ou encore religieuses.

Après de longues années d'épreuves, forte de ses potentialités, l'Europe retrouve de nouvelles ambitions. Dans un monde de plus en plus complexe, apprendre à déchiffrer de concert les signes du futur et à les traduire en projets communs, c'est déjà **apprendre à vivre ensemble**. Au moment où des interrogations s'élèvent sur le rôle effectif des régions et sur leur pilotage, à un moment où l'UE connaît une nouvelle et décisive étape marquée par un processus d'élargissement aux PECO, **il est bon que des repères soient proposés pour les territoires européens**. Ces éléments pour une «diplomatie» territoriale de **proximité** esquissent le parti que peut tirer chaque territoire de son exceptionnelle situation au sein de l'Europe et des défis auxquels il est confronté. Ils appellent débat, qui aura le mérite de poser en termes simples et vivants, accessibles au plus grand nombre, les bases d'une analyse, d'un questionnement et d'une action qui semblent indispensables. Ce n'est pas parce que nous sommes géographiquement proches que nous sommes identiques, ce n'est pas parce que la coopération est une nécessité évidente que nous ne sommes pas parfois en concurrence, mais que **rien de durable ne peut se bâtir sans prise en compte et respect des identités et des intérêts propres à chacun**. Cela requiert à l'évidence une bonne connaissance des autres.

Cas de la Roumanie

Nombreux sont ceux qui admettent/ressentent que **la Roumanie se situe à un tournant de son histoire**. Après de nombreuses années consacrées à panser les plaies de son passé communiste, et bien que ces dernières ne soient pas encore toutes refermées, ce pays historiquement francophone retrouve des ambitions, croit en son avenir, le prépare. L'ensemble des forces de ce pays entame une nouvelle étape historique : l'**intégration euro-atlantique**. Si des énormes potentialités (économie grise) sont désormais de mieux en mieux visibles, il faut apprendre comment les articuler, leur donner un sens, poursuivre les efforts sans s'éparpiller afin de tendre vers un objectif réaliste à moyen et à long terme.

Les germes du développement futur existent pour peu que l'on y soit attentif à plusieurs défis : trouver de nouvelles pistes d'action, mieux éclairer les décisions du présent, comprendre les mutations en cours (sans se projeter dans un avenir qui, bien qu'incertain, est dans bien des cas déjà écrit et visible). L'homme doit constituer la raison d'être de toute action engagée. Plus qu'ailleurs, la Roumanie connaît, pour ses habitants et son environnement, les conséquences de l'industrialisation et de l'exploitation massive de ses ressources, puis de l'arrêt de ces activités. Plus qu'ailleurs, la notion de développement durable trouve tout son sens dans un pays qui sait ce que signifie une économie consommatrice qui ne tient pas compte des impacts sociaux et environnementaux qu'elle génère. C'est la raison pour laquelle, il nous importe de leur signaler l'existence de **nouveaux modèles de développement**. Le modèle IST (sur lequel je reviendrai plus tard), lié à une ambition, constituera la trame de l'élaboration d'un schéma d'aménagement et de développement territorial. Qu'il s'agisse de la mondialisation économique et culturelle, de la révolution des TIC, des problèmes croissants d'atteinte à l'environnement, de l'ouverture européenne, l'apparition de nouveaux outils liés à l'intelligence économique et stratégique etc., le contexte situationnel met la Roumanie face à **de nouveaux enjeux** qu'il importe de prendre en compte. **Son rôle dans l'Europe dépendra de ses capacités à saisir les opportunités qu'offrent ces mutations**. Et pour que chacun de ses territoires puisse à la fois être acteur et en bénéficier, il faut **redéfinir**, avec eux, l'aménagement et le développement de leurs territoires.

Cette démarche favorise implicitement l' **occasion de débattre de l'avenir de l'Europe** (porteuse de créativité et d'ambitions collectives) **et des communautés francophones** . Pour les PECO en général et pour la Roumanie en particulier, la chute du mur de Berlin a symbolisé la fin d'un monde bipolaire (dangereux mais régulé), ce qui a favorisé l' **émergence de nouvelles formes d'organisation** reposant sur 3 réalités (masquées par la confrontation des « blocs ») :

1° une **inégalité croissante** par le cumul des insécurités : économique (chômage, corruption), juridique (contrefaçons, immunités, trafics, blanchiment d'argent, xénophobie), sanitaire (hygiène, épidémies notamment de sida, manque de médicaments et de sécurité sociale), environnementale (pollutions, inondations, incendies, réchauffement de la planète, le manque d'eau ou de ressources), personnelle (criminalité, liberté individuelle, intolérance, pauvreté vu que 20% des plus riches détiennent 80% du PIB mondial, harcèlement, interdiction de circulation), collective (tensions sociales, milices, bandes organisées, réseaux mafieux, sectes, migrations, conflits religieux, guerres)

2° un monde incertain mais nécessairement solidaire par coresponsabilité face aux **risques** écologiques, mutations démographiques, dangers imminents, l' **opportunité** d'échanges culturels

3° un **monde multipolaire** où s'affirment la puissante triade (USA, UE, Japon), les géants démographiques (Inde, Chine), les dynamiques culturelles notamment religieuses, les incertitudes dans les pays de l'ex-URSS, le déséquilibre stratégique inquiétant au Proche-Orient et en Afrique.

Qu'elle aboutisse à un « crach » entre civilisations ou à un « échange » par le biais de la coopération, la **confrontation des « cultures »** a commencé. Devant ces incertitudes majeures, il est possible que les uns et les autres s'accordent sur une stabilisation des évolutions en cours, par un contrôle mutuel des forces en présence, afin d'anticiper et de gérer les inhérentes mutations. C'est dans ce contexte que l'action d'institutions universalistes comme l'ONU sera primordial. La conjugaison des révolutions liées aux « trois infinis » (grand pour les distances intergalactiques, petit pour les distances interatomiques et rapide en électronique) ont permis des évolutions sans précédent (systèmes informatiques, biologie et nouveaux matériaux), qui s'enrichissent mutuellement par une interpénétration naturel-artificiel - effectuée à grande échelle. **Une société de la connaissance pourra apporter d'extraordinaires opportunités de prospérité et de développement personnel/collectif basé sur une économie de l'immatériel** . Mais la réalisation de ces opportunités suppose des moyens suffisamment importants et des conditions de mise en oeuvre : politiques, technologiques, scientifiques, juridiques (lors des litiges liés à la propriété industrielle lors du transfert), éthiques, économiques et sociales (nouveau aux comportements, autres rapports au travail et participation à la répartition des bénéfices, accès équitable au savoir) pour favoriser l'émergence d'un « système nerveux sociétal » (**l'innovation dans les comportements par l'interpellation des « cultures » pour échanger patrimoines et richesses matérielles ou virtuelles**).

Face à ces **réalités, de l'improbable** , se désignent 3 images d'un futur réalisable :

i1. l'**échec** de l'actuelle mondialisation et l'entrée dans une crise profonde par la fragmentation en blocs régionaux protectionnistes pour mieux répondre aux difficultés économiques et sociales le retour des « grandes civilisations » qui redécouvrent chacune leur « cosmologie » sociale hiérarchisant les valeurs humaines sur d'autres modes que l'Occident et ses valeurs individu-travail

i2. l'édification d'une « **frontière** » endiguant la déstabilisation du « Nord » (par une migration exacerbée, la croissance des mégapôles, les révoltes de la faim, criminalité organisée) ou la rupture « Nord-Sud », compte tenu du décalage démographique (Nord vieillissant et un Sud jeune) renforcé par les inégalités internes ou internationales ; cette stratégie mise en place dans le Nord, pourrait distinguer :
- quelques partenaires commerciaux au Sud,
- des partenaires stratégiques à l'Est parmi les Etats-clients limitrophes, servant de gardiens maîtrisant les flux migratoires et les trafics,
- le Sud profond, jugé irrécupérable à court terme, qui sera confié aux ONG.

i3. une voie de l' **universalisme de type occidental** , sous forme de logiques de développement prioritairement économique qui combine les structures de l'économie de marché avec celles de la démocratie représentative par l'interdépendance, la libre circulation et la mise en réseau ; cette voie suppose 2 conditions sine qua non :

- la **mobilité des capitaux** et la **valorisation des TIC**
- l'**atténuation des prérogatives nationales** (voire nationalistes) face aux enjeux universalistes par la possibilité de définir le « bien commun » de l'humanité – fondement du droit international

Respectueuse des Droits de l'Homme, **l'Europe est le seul modèle viable** car elle est une construction originale (par rapport au multilatéralisme libéral à l'américaine) et relatif jeune **dont l'objectif politique est la paix par l'économie** (échanges entre nations par la libre circulation des biens, des capitaux et des personnes. **Ce mode d'intégration économique est fondé sur la COOPERATION**, aspect fondamental bien perçu par le reste du monde.

Dans ce dernier **contexte (privilégié)**, mes études mettent en évidence à l'horizon 2015 -20 cinq scénarii :
1° une Europe repliée sur ses prérogatives, par la création d'un **Conseil Européen de Sécurité** – chargé à solutionner les problèmes imposés par un environnement géopolitique perturbant (turbulences de voisinage à l'Est et surtout au Sud)

2° une **Europe déréglée se repliant dans la vie locale et les micro -activités** facilitées par le TIC ; l'action publique sera discréditée par crise de confiance, la fragmentation géographique, sociale ou politique entraînant des tensions même entre les Etats de l'UE - qui perdra ainsi sa crédibilité

3° le triomphe des marchés dans une **Europe libérale** comme espace économique unifié où se développeront la flexibilité, l'entrepreneuriat, le progrès technique mais avec un marché de travail fragmenté (voire en crise)

4° un équilibre complexe par une **responsabilité partagée**, fondée sur une profonde **réforme de l'action publique** selon les principes de décentralisation, responsabilisation, de transparence et de coopération pour faciliter la performance d'ensemble tout en maintenant la solidarité et la cohésion sociale

5° une **société des services de la connaissance et de la création** comme résultat d'une transformation des systèmes économiques et politiques, suite à de fortes contestations sociales dans un contexte de « **renaissance planétaire** »

Compte tenu des **similitudes « culturelles »** (difficiles reconversions économiques, sous « perfusion » européenne, après la fermeture des mines et l'effondrement de l'industrie textile face à la concurrence asiatique) entre les régions du Nord de France et de nombreuses régions de Roumanie, c'est dans la logique des scénarii 3°, 4° et spécialement 5°, que mon arrivée à Bucarest coïncide avec **l'opportunité d'externaliser en Roumanie** (en accord avec les autorités françaises) un know-how remarquable lié à **des projets d'Intelligence Stratégique Territoriale** (IST[®] d'après business method BUCUR). Je vous invite donc aux échanges plus approfondis lors de mon communiqué en atelier D5.

Avant de finir, je profite de cette occasion pour remercier :

M le Professeur émérite **Ioan MIHAILESCU** – Recteur de l'Université de Bucarest, M le Professeur **Ioan DRAGAN** et son équipe pour l'excellente organisation du CIFSIC 2003 et du 2^e Colloque bilatéral franco-roumain, et

Son Excellence Philippe ETIENNE – Ambassadeur de France en Roumanie pour sa participation active et son soutien effectif à la réussite exceptionnelle de cette fête scientifique de la Francophonie, dont le rayonnement je l'avais mesuré après m'avoir rendu compte de m'exprimer en Français, lors des échanges même avec les ex-compatriotes et universitaires Roumains.

Je vous remercie pour votre bienveillante attention !